

Prix à la consommation

D'ici fin 2013, l'inflation d'ensemble resterait inférieure à 1,0 % : elle s'élèverait à +0,8 % en décembre 2013, comme en mai.

L'inflation sous-jacente serait très modérée : elle s'établirait à 0,5 % en décembre 2013, son niveau de mai. Les prix alimentaires hors frais accéléreraient, sous l'effet de la diffusion de la hausse des prix des matières premières alimentaires importées en 2012. Néanmoins, le chômage élevé continuerait de peser sur les prix. Ainsi, le glissement annuel des prix des biens manufacturés resterait négatif jusqu'en décembre 2013 et le glissement annuel des prix des services serait stable.

L'inflation énergétique, négative en mai, se redresserait à l'horizon de la prévision. Le glissement annuel des prix des produits frais, élevé en mai, diminuerait d'ici décembre 2013.

L'inflation des produits manufacturés diminuerait légèrement

En mai 2013, le glissement annuel des prix des produits manufacturés est négatif, à -0,3 %. Celui-ci a fortement diminué depuis un an, en raison de la fin de la diffusion des hausses des cours des matières premières industrielles jusqu'à mi-2010. Il diminuerait encore légèrement à -0,6 % en décembre 2013 (cf. tableau). Le faible niveau des taux d'utilisation des capacités et le niveau élevé du taux de chômage continueraient de limiter les pressions inflationnistes dans le secteur manufacturier. Le glissement annuel des prix de l'habillement-chaussures diminuerait notamment à -0,1 %, après +1,4 % en mai, sous l'effet de la baisse des prix du coton depuis fin 2011. Avec les mesures prises pour maîtriser les prix des médicaments, le glissement annuel des prix des produits de santé resterait très négatif d'ici décembre (-3,4 %, après -3,5 % en mai).

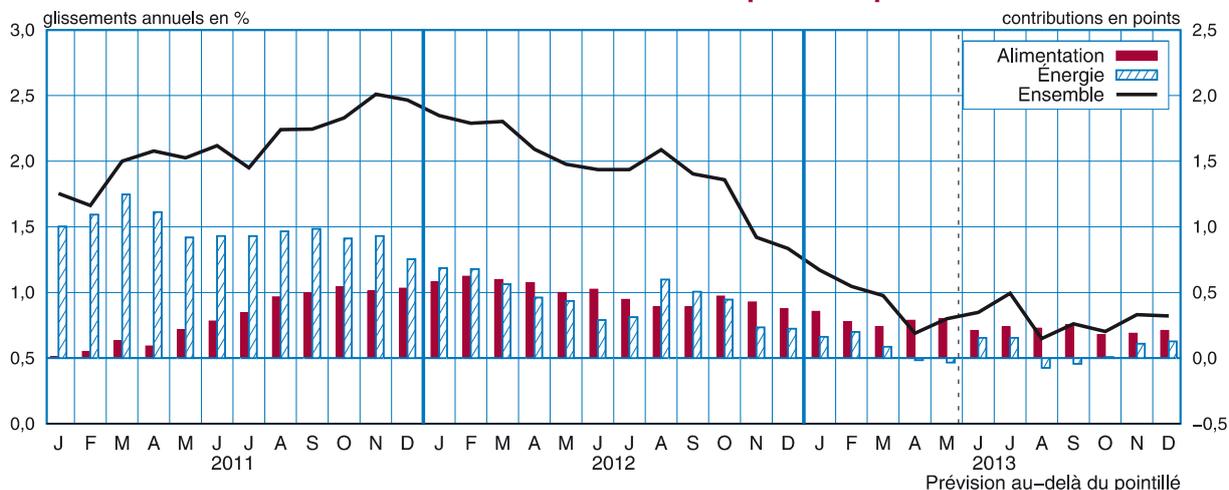
Stabilité de l'inflation sous-jacente

L'inflation sous-jacente est estimée en retirant de l'indice d'ensemble les prix de l'énergie, des produits frais, les tarifs publics, et en corrigeant des mesures fiscales. À l'horizon de la prévision, le glissement annuel de l'inflation sous-jacente serait stable à 0,5 %. Les évolutions des différents postes de l'inflation sous-jacente seraient toutefois contrastées : l'inflation des produits manufacturés reculerait légèrement ; les prix des produits alimentaires « hors frais » se redresseraient.

L'inflation des services serait stable

Le glissement annuel des prix des services serait stable à l'horizon de la prévision, à 1,1 % en décembre 2013 (cf. tableau). Comme dans le secteur manufacturier, le niveau élevé du chômage continuerait de peser sur les salaires, ce qui contribuerait à modérer les prix des services. Toutefois, les baisses de prix dans les télécommunications seraient moins fortes que l'an passé, et le glissement annuel des prix des transports et communications se redresserait ainsi légèrement, tout en restant nettement négatif (-4,5 %, après -5,3 % en mai).

1 - L'inflation en France : contributions des postes les plus volatils



Source : Insee

L'inflation alimentaire en légère baisse, le « hors frais » en hausse

La hausse des cours des matières premières alimentaires de l'année 2012 se diffuserait aux prix de l'alimentaire hors frais jusqu'à l'horizon de la prévision, et leur glissement annuel augmenterait à 1,4 % en décembre 2013, après 0,9 % en mai. À l'inverse, le glissement annuel des prix des produits frais, en très forte hausse en mai du fait des conditions climatiques difficiles et de l'augmentation des prix des matières premières alimentaires à l'été 2012, diminuerait à 0,3 % à l'horizon de la prévision. Au total, le glissement annuel des prix des produits alimentaires diminuerait légèrement à 1,3 % en décembre 2013, après 1,8 % en mai (cf. tableau).

L'inflation énergétique resterait faible

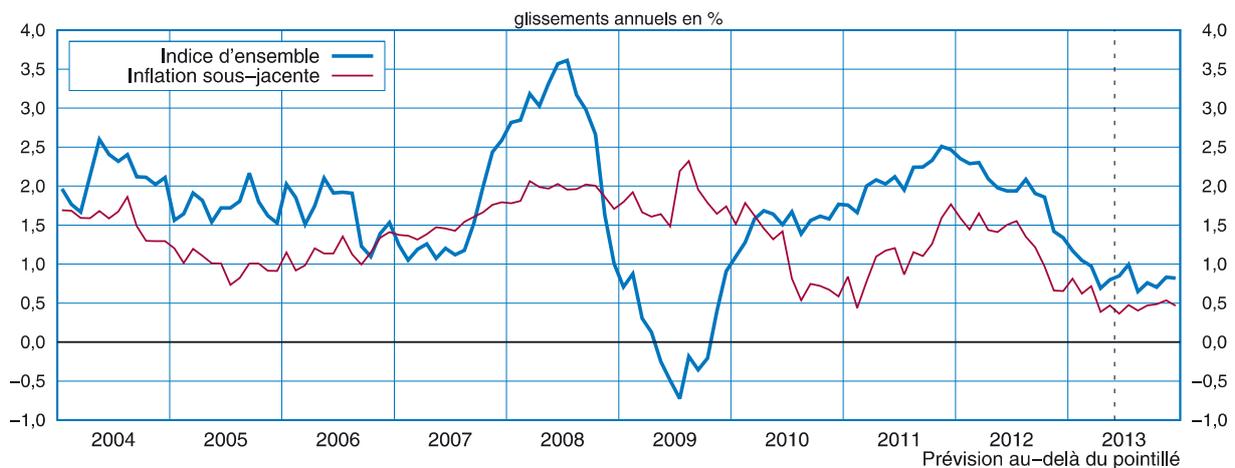
Sous l'hypothèse d'un prix du baril de Brent stable autour de 104 \$ d'ici décembre 2013, les prix de l'énergie se stabiliseraient à partir du mois de septembre. Leur glissement annuel, qui s'est établi à

-0,4 % en mai 2013, aurait néanmoins un profil marqué. Il diminuerait à -0,9 % en août, avec la sortie de glissement de la forte hausse constatée en août 2012. Il remonterait ensuite à 1,5 % en décembre, sous l'effet de sorties de glissement de baisses survenues à la fin de l'année 2012. La contribution de ce poste à l'inflation totale diminuerait au second semestre 2013 (cf. graphique 1).

Stabilité de l'inflation d'ensemble

L'inflation d'ensemble s'est établie à 0,8 % en mai. Elle augmenterait à 1,0 % en juillet, sous l'effet de la hausse des prix du tabac. Elle diminuerait ensuite à 0,6 % en août, et se redresserait pour atteindre 0,8 % en décembre, suivant le profil de l'inflation énergétique (cf. graphique 2). ■

2 - Prix à la consommation en France



Source : Insee

Les prix à la consommation

évolutions en %

Regroupements IPC* (pondérations 2012)	Avril 2013		Mai 2013		Juin 2013		Décembre 2013		Moyennes annuelles	
	ga	cga	ga	cga	ga	cga	ga	cga	2012	2013
Alimentation (16,6 %)	1,7	0,3	1,8	0,3	1,3	0,2	1,3	0,2	3,0	1,5
dont : produits frais (2,1 %)	6,3	0,1	7,7	0,2	3,0	0,1	0,3	0,0	5,2	3,5
hors produits frais (14,5 %)	1,1	0,2	0,9	0,1	1,0	0,1	1,4	0,2	2,7	1,2
Tabac (2,1 %)	7,0	0,1	7,0	0,1	7,0	0,1	6,7	0,1	6,2	7,8
Produits manufacturés (27,4 %)	-0,2	-0,1	-0,3	-0,1	-0,4	-0,1	-0,6	-0,2	0,7	-0,4
Énergie (8,2 %)	-0,2	0,0	-0,4	0,0	1,9	0,2	1,5	0,1	5,2	0,8
dont : produits pétroliers (5,0 %)	-3,8	-0,2	-4,5	-0,2	-0,6	0,0	0,3	0,0	5,8	-1,8
Services (45,8 %)	0,8	0,4	1,1	0,5	1,0	0,4	1,1	0,5	1,6	1,1
dont : loyers-eau (7,5 %)	1,8	0,1	1,7	0,1	1,8	0,1	1,9	0,1	2,0	1,9
santé (5,4 %)	1,3	0,1	1,2	0,1	1,1	0,1	0,4	0,0	0,9	0,8
transports-communications (5,1 %)	-7,6	-0,4	-5,3	-0,3	-5,7	-0,3	-4,5	-0,2	-3,7	-5,5
autres services (27,8 %)	2,1	0,6	2,1	0,6	2,0	0,5	2,0	0,6	2,7	2,1
Ensemble IPC (100 %)	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	2,0	0,9
Ensemble hors énergie (91,8 %)	0,8	0,7	1,4	1,3	1,2	1,1	1,3	1,2	1,6	1,2
Ensemble hors tabac (97,9 %)	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	1,9	0,7
Inflation « sous-jacente » (60,8 %)¹	0,4	0,2	0,5	0,3	0,4	0,2	0,5	0,3	1,3	0,5
Ensemble IPCH*	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	0,9	0,9	2,2	1,0

Prévision

ga : glissement annuel.

cga : contribution au glissement annuel.

* Indice des prix à la consommation (IPC) harmonisé (IPCH).

(1) Indice hors tarifs publics et produits à prix volatils, corrigé des mesures fiscales.

Source : Insee

Salaires

Dans le secteur marchand non agricole, les salaires nominaux ralentiraient en 2013. Le salaire mensuel de base (SMB) augmenterait de 1,7 % après +2,1 % en 2012 et la hausse du salaire moyen par tête (SMPT) serait de 1,4 %, après +1,9 % en 2012.

Néanmoins, compte tenu d'une inflation plus faible en 2013 qu'en 2012, les salaires réels accéléreraient nettement. En termes réels, le SMB augmenterait de 0,9 % en 2013 après +0,3 % en 2012, et le SMPT réel serait en hausse de 0,5 %, après avoir stagné en 2012 (0,0 %).

De même, dans les administrations publiques, le SMPT nominal ralentirait en 2013 (+1,3 % après +2,0 %), tandis que les salaires réels croîtraient faiblement : +0,5 % après +0,1 % en 2012.

Les salaires nominaux ralentiraient en 2013...

En 2013, le salaire mensuel de base (SMB)⁽¹⁾ ralentirait : +1,7 % après +2,1 % en 2012 (cf. tableau). La hausse du taux de chômage continuerait de peser sur le pouvoir de négociation des salariés et limiterait l'augmentation globale des salaires. En outre, les salaires nominaux seraient freinés par la faible revalorisation du Smic début 2013

(1) Pour une définition des termes SMB et SMPT, cf. lexique sur le site insee.fr « Les mots de la conjoncture ».

(+0,3 %), moins importante que celles observées en 2012 (+2,1 % le 1^{er} décembre 2011, puis +0,3 % le 1^{er} janvier 2012 et +2,0 % le 1^{er} juillet 2012). Enfin, l'inflation serait en 2013 nettement plus faible qu'en 2012 (+0,8 % après +1,9 %).

De même, le salaire moyen par tête nominal (SMPT) ralentirait en 2013 (+1,4 % après +1,9 %). Comme pour le SMB nominal, la dégradation du marché du travail et la baisse de l'inflation freineraient le SMPT nominal.

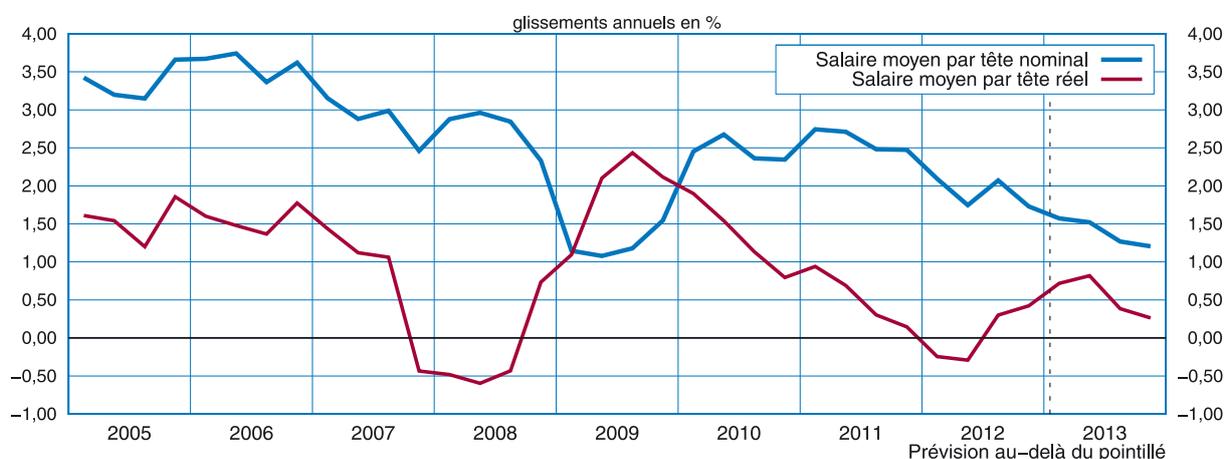
...mais les salaires réels accéléreraient

Néanmoins, à court terme, l'ajustement des salaires nominaux à l'évolution des prix ne se fait qu'avec retard. Par conséquent, malgré le ralentissement des salaires nominaux, les salaires réels accéléreraient en 2013. En termes réels, le SMB serait ainsi plus dynamique en 2013 qu'en 2012 (+0,9 % après +0,3 %), tout comme le SMPT réel (+0,5 % après 0,0 %). En glissement annuel, la progression du SMPT réel fin 2013 resterait néanmoins faible (cf. graphique).

Les salaires nominaux ralentissent dans les administrations publiques

Dans la fonction publique, il est supposé, que, comme les années précédentes, le point d'indice serait gelé. En outre, l'indice minimum de la fonction publique n'a été revalorisé que de 0,3 % en janvier 2013 afin de suivre l'évolution du Smic contre 2,4 % en janvier 2012 puis 2,0 % en juillet

Évolution du salaire moyen par tête (SMPT), nominal et réel



Champ : Secteur marchand non agricole

Sources : Dares, Insee

Conjoncture française

2012. Enfin, le dispositif de garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA)² serait reconduit en 2013 selon les mêmes modalités qu'en 2012.

(2) La garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA) 2013 est une indemnité qui concerne les fonctionnaires et certains agents de l'État qui ont subi une perte de pouvoir d'achat entre 2008 et 2012.

Au total, le SMPT nominal dans les administrations publiques augmenterait de 1,3 % en 2013 après +2,0 %. En termes réels, le SMPT accélérerait légèrement, compte tenu de la baisse de l'inflation (+0,5 % en 2013 après +0,1 % en 2012).■

Évolution du salaire mensuel de base (SMB) et du salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole et dans les administrations publiques

évolutions en %

Données CVS	Taux de croissance trimestriels								Moyennes annuelles		
	2012				2013				2011	2012	2013
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Salaire mensuel de base (SMB)	0,6	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	2,2	2,1	1,7
Salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole (SMNA)	0,5	0,4	0,5	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	2,6	1,9	1,4
Salaire moyen par tête dans les administrations publiques (APU)									1,1	2,0	1,3
Prix de la consommation des ménages (Comptes nationaux trimestriels)	0,8	0,2	0,1	0,2	0,3	0,1	0,3	0,2	2,1	1,9	0,8
SMB réel	-0,1	0,2	0,5	0,2	0,1	0,3	0,1	0,2	0,1	0,3	0,9
SMPT réel (SMNA)	-0,3	0,1	0,4	0,2	0,0	0,2	0,0	0,1	0,5	0,0	0,5
SMPT réel (APU)									-0,9	0,1	0,5

■ Préviation

Source : Insee

Revenus des ménages

Après un repli en 2012 (-0,9 %), le pouvoir d'achat du revenu des ménages serait quasi stable en 2013 (+0,2 %), à la faveur du ralentissement des prix de la consommation (+0,8 % après +1,9 % en 2012). En termes nominaux, le revenu disponible brut (RDB) des ménages progresserait quasiment au même rythme qu'en 2012 (+1,0 %). En effet, les revenus d'activité (+0,9 % après +1,8 %) et les prestations sociales (+3,5 % après +4,0 %) ralentiraient mais les prélèvements obligatoires également (+4,6 % après +7,4 %).

Les revenus d'activité ralentiraient en 2013

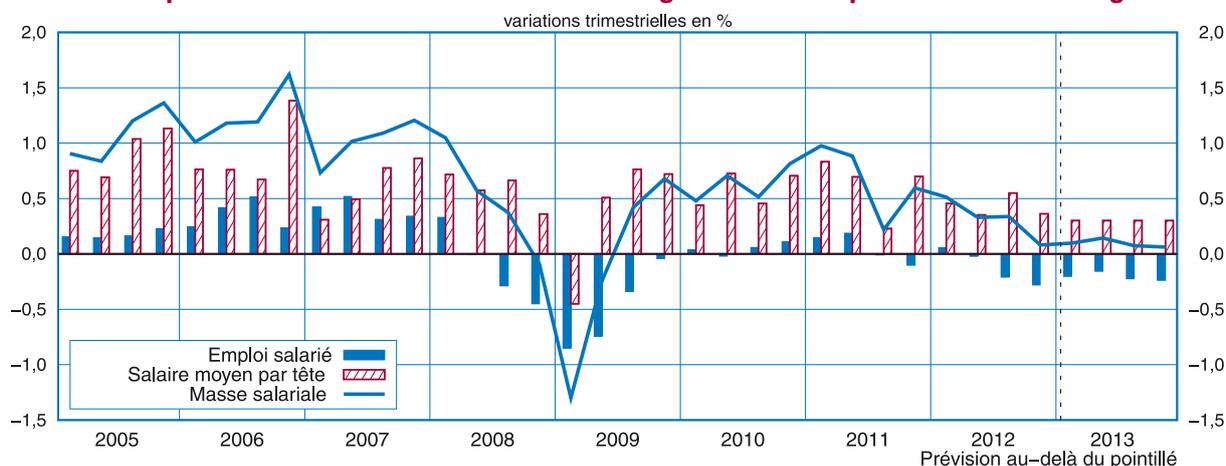
En 2013, les revenus d'activité reçus par les ménages seraient moins dynamiques qu'en 2012 (+0,9 % après +1,8 %, cf. tableau 1). La masse salariale continuerait de décélérer (+0,9 % après +1,9 %, cf. tableau 2) du fait de la dégradation du marché du travail. En effet, dans les branches marchandes non agricoles, l'emploi reculerait de nouveau en 2013 (-0,7 % après -0,2 %, cf. graphique 1) et le salaire moyen versé par tête ralentirait (+1,4 % après +1,9 %). Les revenus des entrepreneurs individuels décéléreraient également (+0,9 % après +1,7 %). En revanche, la croissance des revenus de la propriété (+1,4 % après +0,6 %) et celle de l'excédent brut d'exploitation des ménages purs¹ (+2,1 % après +1,4 %), freinées en 2012 par la baisse des taux d'intérêt, augmenteraient en 2013.

Les prestations sociales resteraient dynamiques début 2013

En 2013, les prestations sociales en espèces reçues par les ménages progresseraient un peu moins vite qu'en 2012 (+3,5 % après +4,0 %, cf. tableau 3). En particulier, les prestations de sécurité sociale seraient légèrement moins dynamiques (+3,8 % après +4,2 %), notamment en début d'année. En effet, les revalorisations au 1^{er} avril des pensions de retraites du régime général (+1,3 %) et des allocations familiales (+1,2 %) ont été moins fortes qu'en 2012, en raison du recul prévu de l'inflation. De même, les pensions des retraites complémentaires ont bénéficié d'une revalorisation modérée en avril (+0,5 % pour l'Agirc et +0,8 % pour l'Arrco). En revanche, les allocations chômage continueraient de progresser vivement, en lien avec la dégradation de la situation du marché du travail. Par ailleurs, les prestations d'assistance sociale sont freinées en 2013 par l'arrivée à terme du plan quinquennal de revalorisation de l'allocation aux adultes handicapés (AAH). De fait, pour la première fois depuis 2008, l'AAH n'a pas été

(1) Il correspond à la production de services de logement, déduction faite des consommations intermédiaires nécessaires à cette production (notamment les services financiers liés aux emprunts) et des impôts (taxe foncière). La production correspond aux loyers que les particuliers propriétaires de logement perçoivent de leurs locataires ou pourraient percevoir s'ils mettaient leur bien en location (loyers « imputés »).

1 - Décomposition de la masse salariale des ménages sur le champ concurrentiel non agricole



Source : Insee

Conjoncture française

revalorisée au 1^{er} avril. Au total, après un ralentissement au premier semestre (+0,8 % au premier trimestre, puis +0,7 % au deuxième), les prestations sociales en espèces retrouveraient des taux de croissance plus proches de leur tendance aux troisième et quatrième trimestres (+1,0 % par trimestre).

De nouvelles mesures de hausse des prélèvements obligatoires

En 2013, la croissance des prélèvements obligatoires versés par les ménages resterait forte, mais elle serait moins soutenue qu'en 2012 (+4,6 % après +7,4 %). Sur l'ensemble de l'année 2013, les mesures nouvelles de hausse de prélèvements obligatoires seraient d'un montant comparable à celles de 2012, mais avec la dégradation des revenus d'activité en 2012, le dynamisme spontané des prélèvements obligatoires serait plus faible en 2013. En particulier, les recettes de l'impôt sur le revenu ralentiraient sur l'ensemble de l'année (+6,0 % après +10,2 %). Comme en 2012, les nouvelles mesures d'impôts, prévues dans la Loi de Finances 2013 (notamment la non-indexation du barème de l'impôt sur le revenu, la création de la tranche à

45 % et la baisse du plafond du quotient familial), interviendraient principalement au second semestre 2013. En début d'année 2013, les impôts sur le revenu reculeraient donc par contrecoup de la fin d'année 2012 puis ils accéléreraient à nouveau vivement au second semestre. Les cotisations salariales décéléreraient également sur l'année 2013 (+2,6 % après +3,4 %) en lien avec le ralentissement des revenus d'activité. Les cotisations des non-salariés resteraient dynamiques (+2,9 % en 2013 après +5,9 %) du fait notamment du déplafonnement des cotisations maladie et de la suppression de l'abattement forfaitaire pour frais professionnels prévus par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2013.

Le pouvoir d'achat stabilisé en 2013 grâce au recul de l'inflation

Au total, en 2013, le revenu disponible brut (RDB) des ménages progresserait quasiment au même rythme qu'en 2012 (+1,0 %), le ralentissement des prélèvements obligatoires compensant celui des revenus d'activité et des prestations. Dans le même temps, les prix de la consommation décéléreraient nettement (+0,8 % après +1,9 % en 2012), ce qui

Tableau 1

Revenu disponible brut des ménages

	2012				2013				2011	2012	2013
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Revenu disponible brut (RDB) (100 %)	0,3	0,4	0,0	-0,7	1,2	0,3	0,1	-0,2	2,7	0,9	1,0
dont :											
Revenus d'activité (69 %)	0,5	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	2,7	1,8	0,9
<i>Masse salariale brute (60 %)</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>2,6</i>	<i>1,9</i>	<i>0,9</i>
<i>EBE des entrepreneurs individuels¹ (9 %)</i>	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>2,7</i>	<i>1,7</i>	<i>0,9</i>
Prestations sociales en espèces (33 %)	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7	1,0	1,0	2,8	4,0	3,5
EBE des ménages purs (12 %)	0,3	0,3	0,2	0,6	0,5	0,6	0,7	0,5	3,6	1,4	2,1
Revenus de la propriété (10 %)	-0,6	-0,4	0,5	1,3	0,3	0,1	-0,1	-0,3	6,6	0,6	1,4
Prélèvements sociaux et fiscaux (-25 %)	1,8	0,7	2,6	5,1	-2,8	0,7	1,8	3,0	4,8	7,4	4,6
<i>Cotisations des salariés (-8 %)</i>	<i>1,0</i>	<i>0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>2,0</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>3,6</i>	<i>3,4</i>	<i>2,6</i>
<i>Cotisations des non-salariés (-2 %)</i>	<i>5,1</i>	<i>1,4</i>	<i>1,0</i>	<i>1,7</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>0,8</i>	<i>0,1</i>	<i>5,9</i>	<i>2,9</i>
<i>Impôts sur le revenu et le patrimoine (y compris CSG et CRDS) (-14 %)</i>	<i>1,8</i>	<i>0,7</i>	<i>3,9</i>	<i>7,5</i>	<i>-4,8</i>	<i>1,0</i>	<i>2,8</i>	<i>4,9</i>	<i>6,3</i>	<i>10,2</i>	<i>6,0</i>
Revenus hors impôts	0,5	0,5	0,5	0,3	0,4	0,4	0,5	0,4	3,1	2,0	1,7
Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)	0,8	0,2	0,1	0,2	0,3	0,1	0,3	0,2	2,1	1,9	0,8
Pouvoir d'achat du RDB	-0,5	0,2	-0,1	-0,9	0,9	0,2	-0,2	-0,5	0,7	-0,9	0,2
Pouvoir d'achat par unité de consommation	-0,6	0,0	-0,2	-1,0	0,7	0,1	-0,3	-0,7	0,1	-1,5	-0,4

Prévision

Note de lecture : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2012.

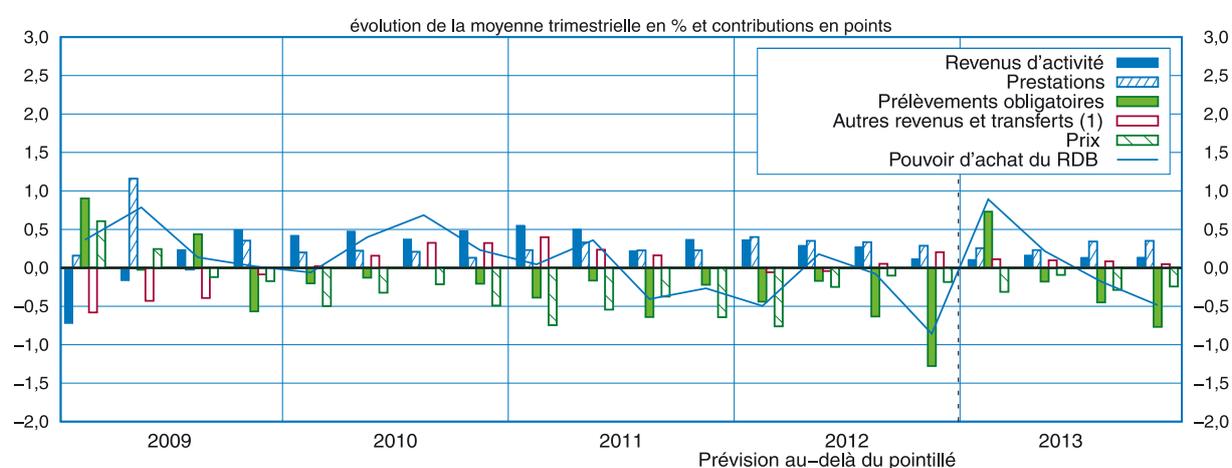
(1) L'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle, et éventuellement les membres de sa famille, mais contient également le profit réalisé en tant qu'entrepreneur.

Source : Insee

permettrait au pouvoir d'achat d'être stable (+0,2 %) après avoir chuté en 2012 (-0,9 %). Ramené à un niveau individuel, pour tenir compte des évolutions démographiques, le pouvoir d'achat par unité de consommation reculerait de nouveau (-0,4 % après -1,5 %, cf. encadré). Le profil sur l'année est principalement marqué par

celui des impôts (cf. graphique 2) : le pouvoir d'achat augmenterait au premier semestre 2013 par contrecoup après les fortes hausses d'impôt fin 2012. Au second semestre, il diminuerait en lien avec l'entrée en vigueur des hausses d'impôts supplémentaires prévues pour 2013. ■

2 - Pouvoir d'achat du revenu disponible et contributions



(1) EBE des ménages purs, revenus de la propriété et transferts courants.

Source : Insee

Tableau 2
De la masse salariale des entreprises non financières à celle reçue par les ménages

	2012				2013				2011	2012	2013
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Entreprises non financières (ENF) (67 %)	0,5	0,3	0,4	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	3,2	1,8	0,7
<i>dont : salaire moyen par tête</i>	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	2,7	2,0	1,4
Entreprises financières (5 %)	1,2	0,4	0,6	-0,8	0,1	0,3	0,2	0,2	1,4	1,2	0,2
Administrations publiques (22 %)	0,5	0,5	0,2	0,2	0,4	0,4	0,4	0,4	0,8	1,4	1,4
Ménages hors entrepreneurs individuels (2 %)	-0,3	0,0	2,0	0,5	-0,8	0,4	0,4	0,4	1,1	1,6	1,1
Masse salariale brute reçue par les ménages (100 %)	0,5	0,4	0,4	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	2,6	1,9	0,9
<i>dont : secteurs concurrentiels non agricoles</i>	0,5	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	3,0	1,7	0,6

Prévision

Note de lecture : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2012

Source : Insee

Tableau 3

Les transferts sociaux reçus et versés par les ménages

	2012				2013				2011	2012	2013
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100%)	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7	1,0	1,0	2,8	4,0	3,5
Prestations de Sécurité Sociale (72 %)	1,2	1,2	1,1	0,9	0,7	0,8	1,1	1,1	3,0	4,2	3,8
Prestations de régimes privés (7 %)	1,4	0,2	0,3	0,1	0,5	0,2	0,1	0,3	3,3	2,2	1,1
Prestations directes d'employeur (13 %)	1,0	0,9	0,8	0,6	0,6	0,8	0,8	0,8	3,7	3,7	3,0
Prestations d'assistance sociale (8 %)	1,6	1,4	1,4	1,1	1,4	-0,1	1,1	1,1	-0,7	4,2	4,0
Total des prélèvements sociaux	0,8	0,6	0,6	1,2	0,3	0,4	0,3	0,3	4,0	3,1	2,2
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100 %)	0,7	0,6	0,6	1,3	0,3	0,3	0,3	0,3	4,1	3,0	2,2
dont : Cotisations des employeurs ¹ (63 %)	0,1	0,5	0,4	0,9	0,4	0,3	0,3	0,3	4,8	2,5	1,9
Cotisations des salariés (29 %)	1,0	0,5	0,8	2,0	0,3	0,2	0,2	0,2	3,6	3,4	2,6
Cotisations des non-salariés (8 %)	5,1	1,4	1,0	1,7	-0,3	0,7	0,7	0,8	0,1	5,9	2,9

Prévision

Note de lecture : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2012

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale : elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

Source : Insee

Encadré - Différentes mesures du pouvoir d'achat

Le revenu des ménages présenté et analysé dans la *Note de conjoncture* représente l'ensemble des revenus perçus par la totalité des ménages. C'est en effet cette grandeur qui est pertinente au niveau macro-économique, par exemple pour construire l'équilibre entre ressources (PIB et importations) et emplois (consommation, investissement, exportations...) ou pour prévoir le PIB. Le pouvoir d'achat de l'ensemble des ménages, qui représente la quantité de biens et services que les ménages peuvent acheter avec leur revenu, est calculé comme le revenu corrigé de l'accroissement du prix de la consommation. Si on souhaite mesurer le pouvoir d'achat moyen des Français, cette grandeur doit être corrigée de manière à tenir compte à la fois de la croissance du nombre de ménages et de l'évolution de leur composition. La correction la plus pertinente de ce point de vue consiste à

diviser le pouvoir d'achat par le nombre d'unités de consommation en France. Ce concept permet de tenir compte de la croissance démographique, mais aussi du fait que certaines consommations peuvent être partagées au sein d'un ménage (les appareils ménagers par exemple). Un ménage de taille importante réalise donc certaines « économies d'échelle » par rapport à un ménage de taille plus réduite. En 2012, la croissance du nombre d'unités de consommation est estimée à +0,6 % (par comparaison, la croissance du nombre d'habitants est de 0,5 % et la croissance du nombre de ménages est de 1,0 %).

Ainsi, en 2013, le pouvoir d'achat par unité de consommation reculerait de 0,4 % (après -1,5 % en 2012) ; par habitant, la baisse serait de 0,3 % et par ménage elle serait de 0,8 %. ■

Consommation et investissement des ménages

Au premier trimestre 2013, la consommation des ménages a légèrement diminué (-0,1 %). Les dépenses de produits manufacturés ont baissé (-0,9 % après -0,1 %) et la consommation de services a marqué le pas (-0,1 % après +0,2 %). Seules les dépenses énergétiques ont augmenté en raison de températures inhabituellement rigoureuses.

La consommation des ménages augmenterait légèrement au deuxième trimestre 2013 (+0,1 %). Les dépenses de biens rebondiraient (+0,2 % après -0,2 %) : les dépenses de produits énergétiques continueraient d'augmenter et les achats d'automobiles se redresseraient légèrement. En revanche la consommation de services diminuerait légèrement (-0,1 % après -0,1 %). Au second semestre 2013, la consommation des ménages progresserait peu (+0,0 % et +0,1 % aux troisième et quatrième trimestres). Au total sur l'année 2013, la consommation des ménages serait quasi stable (-0,1 % après -0,4 % en 2012).

En 2012, la forte baisse du pouvoir d'achat (-0,9 %) a été en partie amortie par les ménages qui ont réduit leur taux d'épargne de 0,5 point. Mais en 2013, l'ajustement progressif du niveau des dépenses à la baisse du pouvoir d'achat et la hausse prolongée du chômage conduiraient à une légère augmentation du taux d'épargne, de 0,3 point.

L'investissement des ménages a de nouveau reculé au premier trimestre 2013 (-1,3 % après -0,8 %) en lien avec le repli des mises en chantier de logements neufs observé en 2012. Cette baisse se poursuivrait aux deuxième et troisième trimestres et, en moyenne sur l'année, l'investissement des ménages baisserait de 3,9 % (après -0,4 % en 2012).

Au premier trimestre 2013, forte baisse des dépenses en automobiles

Au premier trimestre 2013, la consommation des ménages a légèrement diminué (-0,1 % après 0,0 %, cf. tableau). Dans le même temps leur pouvoir d'achat aurait augmenté, du fait du repli temporaire début 2013 des impôts, qui avaient fortement augmenté fin 2012. Le taux d'épargne des ménages aurait donc nettement augmenté à 16,0 %, après 15,2 % au quatrième trimestre 2012 (cf. graphique 1).

Cependant, en raison d'un hiver particulièrement rigoureux, les dépenses en énergie ont accéléré au premier trimestre 2013 (+5,0 % après -0,4 %). Les dépenses de produits alimentaires ont rebondi, après une fin d'année où elles avaient reculé. En revanche, à la suite du renforcement du malus sur les voitures polluantes, la consommation d'automobiles accuse le coup au premier trimestre 2013 (-5,5 % après -0,1 %), en particulier pour les voitures les plus puissantes. Les dépenses de textile-habillement-cuir

Dépenses de consommation et investissement des ménages

	Évolutions trimestrielles en %												Évolutions annuelles en %		
	2011				2012				2013				2011	2012	2013
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Dépenses totales de consommation des ménages	0,3	-0,9	0,2	-0,3	0,2	-0,4	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,1	0,5	-0,4	-0,1
dont :															
Agriculture	0,2	-0,2	-0,7	0,9	1,3	-0,8	0,2	-0,5	1,2	-1,4	0,4	-0,2	-0,6	0,9	-0,1
Énergie, eau, déchets	-8,5	-4,0	3,5	-2,8	6,4	2,5	-2,9	-0,4	5,0	1,7	-4,0	0,0	-8,9	5,2	3,1
Produits manufacturés	0,9	-1,8	0,4	-0,2	-0,3	-0,8	0,4	-0,1	-0,9	0,1	0,2	0,0	1,0	-1,2	-0,8
Services	0,7	0,2	0,3	0,0	0,2	-0,2	0,2	0,2	-0,1	-0,1	0,2	0,1	1,2	0,4	0,2
Biens	0,0	-1,9	0,6	-0,3	0,3	-0,5	0,0	-0,2	-0,2	0,2	-0,2	0,0	0,0	-0,5	-0,4
Consommation effective totale	0,3	-0,6	0,3	-0,2	0,3	-0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,7	0,0	0,2
Investissement des ménages	-0,2	1,0	0,7	0,3	-0,7	-0,2	-0,3	-0,8	-1,3	-1,6	-1,1	-0,2	2,3	-0,4	-3,9

Prévision

Source : Insee

Conjoncture française

continuent de baisser (-1,9 près -0,7 %). Enfin, la consommation de services a diminué (-0,1 % après +0,2 %), avec notamment un repli dans l'hébergement-restauration et les services de transport.

Légère hausse du taux d'épargne en 2013

La baisse du pouvoir d'achat en 2012 (-0,9 %) a été amortie par les ménages qui ont réduit leurs dépenses de consommation de seulement 0,4 % en abaissant leur taux d'épargne de 0,5 point. Ce comportement était attendu (cf. *éclairage*) car les ménages tendent à lisser à court terme les chocs à la hausse ou à la baisse sur leurs revenus, particulièrement lorsqu'il s'agit de chocs d'impôts. Mais ce lissage n'est que temporaire et progressivement les ménages finissent par ajuster leur niveau de dépenses à leur niveau de pouvoir d'achat. La forte baisse du pouvoir d'achat en 2012 aurait donc un effet à la baisse sur les dépenses de ménages en 2013. Par ailleurs, la détérioration du marché du travail favoriserait la constitution d'une épargne de précaution. Dès lors, les dépenses de consommation (-0,1 %) ne suivraient pas le pouvoir d'achat (+0,2 %) en 2013 et le taux d'épargne se redresserait légèrement (+0,3 point).

Au deuxième trimestre 2013, la consommation à nouveau en légère hausse

Les dépenses de consommation des ménages augmenteraient au deuxième trimestre 2013 (+0,1 %). Selon les données d'immatriculations de véhicules neufs jusqu'en mai, les achats sur l'ensemble du deuxième trimestre rebondiraient légèrement (cf. *graphique 2*), l'effet du malus sur l'évolution des achats de voitures les plus

polluantes s'estompant. Les dépenses en produits pétroliers raffinés (fioul, carburants) seraient, elles aussi, dynamiques. En revanche, après une forte hausse en mars 2013, qui s'expliquerait en partie par un week-end de Pâques précoce, la consommation de produits alimentaires a subi un contrecoup en avril et elle se contracterait en moyenne au deuxième trimestre. Enfin, la baisse des dépenses d'habillement s'interromprait (+0,1 % après -1,9 %). Au total, les achats de produits manufacturés seraient quasi stables au deuxième trimestre (+0,1 %).

Par ailleurs, avec des températures nettement en dessous des moyennes saisonnières aux mois d'avril et mai 2013, la consommation d'énergie continuerait d'augmenter au deuxième trimestre (+1,7 % après +5,0 %). Au total, la consommation de biens rebondirait légèrement au deuxième trimestre 2013 (+0,2 % après -0,2 %).

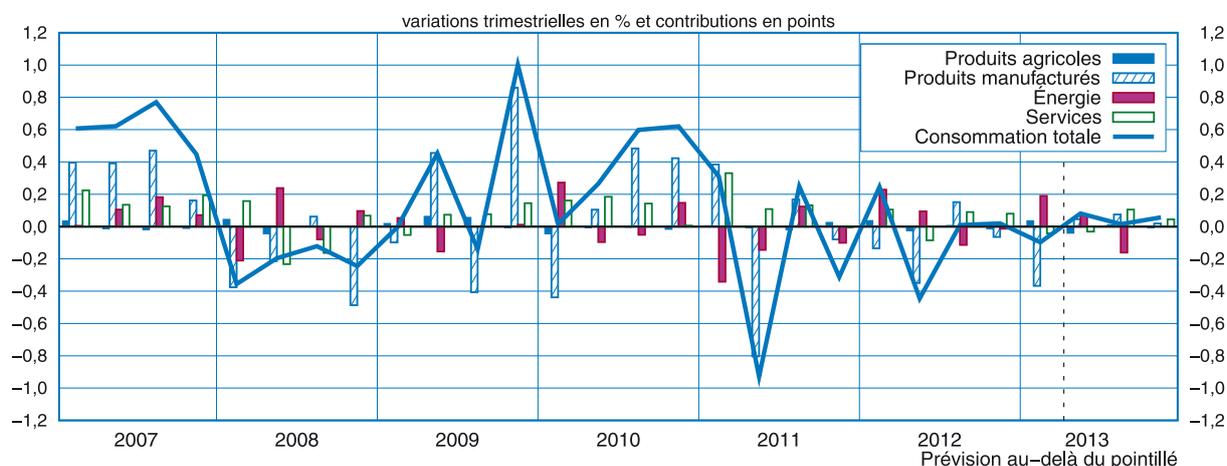
Enfin, la consommation de services continuerait de reculer au deuxième trimestre (-0,1 % après -0,1 %).

Au second semestre 2013, la consommation serait atone

Au second semestre 2013, la consommation des ménages serait stable (0,0 % et +0,1 % aux troisième et quatrième trimestres). Elle serait néanmoins légèrement soutenue par le déblocage de la participation à partir du 1^{er} juillet 2013. La consommation de biens baisserait (-0,2 % puis 0,0 %) car la consommation d'énergie reviendrait à son niveau saisonnier habituel. Les dépenses de services et de produits manufacturés augmenteraient seulement faiblement.

Au total sur l'année, la consommation des ménages se replierait légèrement en 2013 (-0,1 % après -0,4 % en 2012).

1 - Contributions des différents postes à la consommation trimestrielle des ménages



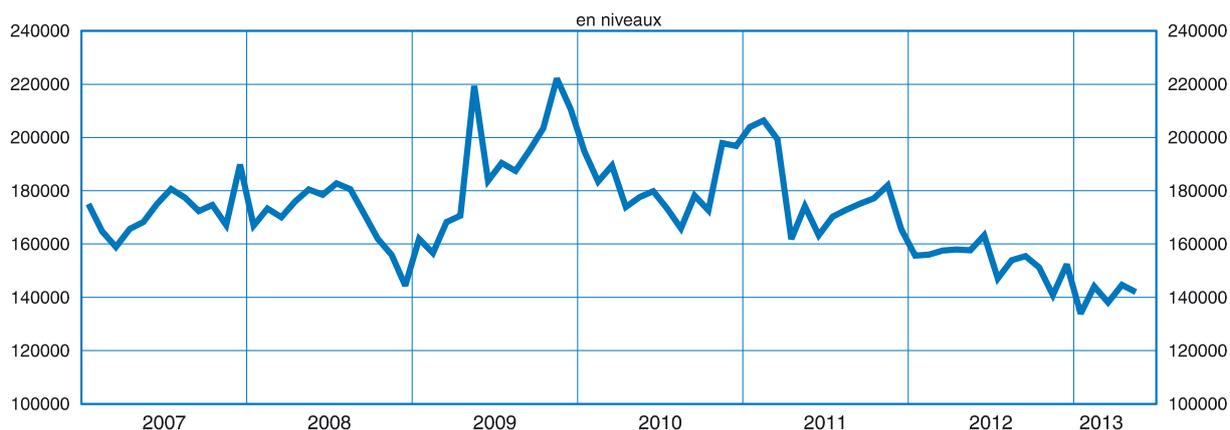
Source : Insee

L'investissement des ménages reculerait fortement en 2013

L'investissement des ménages a diminué au premier trimestre 2013 (-1,3 % après -0,8 %) du fait de la baisse des mises en chantier de logements neufs jusqu'à fin 2012 (cf. graphique 3).

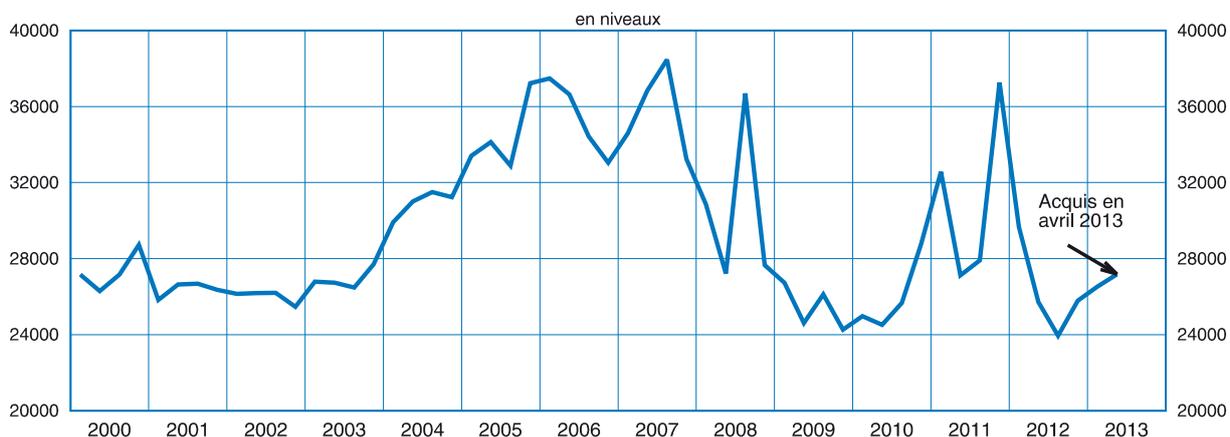
Du fait des délais de réalisation des chantiers, il reculerait de nouveau nettement aux deuxième et troisième trimestres 2013. Toutefois, la reprise des mises en chantier début 2013 conduirait à une stabilisation de l'investissement des ménages en fin d'année. Au total sur l'année 2013, l'investissement des ménages baisserait de 3,9 % (après -0,4 %). ■

2 - Immatriculations mensuelles (CVS-CJO) de voitures particulières neuves



Source : SOeS

3 - Mises en chantier de l'ensemble des logements par trimestre



Source : SOeS

Comprendre le redressement du taux d'épargne en 2013

Le taux d'épargne à nouveau en hausse en 2013 après avoir baissé en 2012

Le taux d'épargne des ménages a reculé en 2012, passant de 16,1 % à 15,6 % : face à la baisse de leur pouvoir d'achat (-0,9 %), les ménages ont réduit leur effort d'épargne, pour limiter la baisse de leurs dépenses de consommation (-0,4 %). Toutefois, selon la prévision de cette *Note de conjoncture*, le taux d'épargne se redresserait en 2013, de 0,3 point. Comment comprendre ces à-coups sur le taux d'épargne, alors que le contexte macroéconomique n'est guère différent ? Pour cela, il est utile d'examiner l'évolution de la consommation des ménages (et donc du taux d'épargne) en fonction de ses déterminants, cadre d'analyse développé précédemment (cf. Faure, ME, C. Kerdrain et H. Soual « La consommation des ménages dans la crise » *Note de conjoncture* de juin 2012).

Parmi les mécanismes contribuant à faire varier le taux d'épargne à court terme, le choc de pouvoir d'achat est en général celui qui prédomine

La modélisation macroéconométrique de la consommation des ménages met en évidence plusieurs mécanismes contribuant à des variations du taux d'épargne.

En premier lieu, une baisse de pouvoir d'achat ne se traduit pas immédiatement par une baisse équivalente des dépenses de consommation. Les ménages réalisent à court terme un lissage de leurs dépenses, qui a un impact sur leur taux d'épargne : celui-ci tend à se réduire après une baisse de revenus. Les ménages réduisent leur consommation assez rapidement à la suite d'une baisse de leurs revenus, mais l'ajustement est plus lent lorsqu'il s'agit de hausses d'impôts. Dans ce cas, l'ajustement est plus étalé dans le temps, via une réduction temporaire plus marquée du taux d'épargne.

D'autres mécanismes interviennent, en général de moindre ampleur. Ainsi, la hausse du chômage, ou, plus globalement, de l'incertitude sur leurs revenus futurs

(mesurée dans cette modélisation par l'indicateur de confiance des ménages), tend à inciter les ménages à accroître leur effort d'épargne. Il s'agit d'une épargne dite « de précaution ». Par ailleurs, le niveau des taux d'intérêt, ainsi que celui de l'inflation, influent sur l'arbitrage que les ménages font entre consommation et épargne, avec un effet net théorique ambigu. Selon l'équation utilisée ici, une baisse des taux d'intérêt et de l'inflation conduit à une augmentation du taux d'épargne. Enfin, des événements ponctuels (climatiques ; mesures de politique économique, telles qu'une prime à la casse, ou un déblocage de la participation) peuvent modifier le taux d'épargne à court-terme.

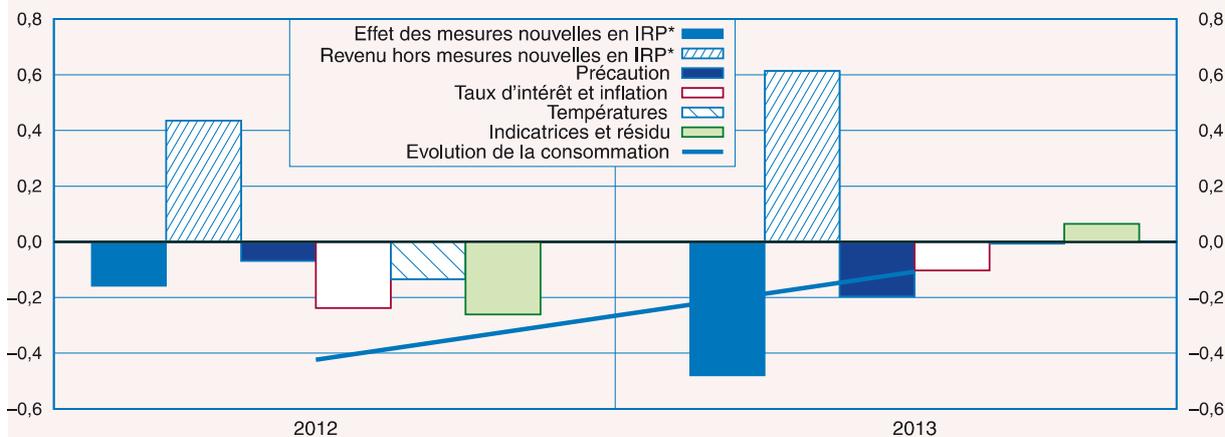
L'augmentation de l'épargne de précaution pèserait en 2013 comme en 2012

Les motifs de précaution, liés à la hausse du chômage et aux incertitudes macroéconomiques globales, pèsent sur la consommation (cf. *graphique 1*) et participent à la hausse du taux d'épargne depuis 2012 (cf. *graphique 2*). Leur effet reste toutefois modeste : ils auraient contribué, toutes choses égales par ailleurs, à 0,1 point de hausse du taux d'épargne en 2012 et contribueraient de nouveau à 0,2 point en 2013. Il est toutefois à noter qu'en 2012, la baisse du taux d'épargne a été 0,2 point plus faible qu'attendu ; ceci peut éventuellement s'interpréter comme une hausse supplémentaire de l'épargne de précaution, non captée par la modélisation.

La baisse de l'inflation soutiendrait légèrement le taux d'épargne en 2013 comme en 2012

Les effets liés aux taux d'intérêt et à l'inflation sont assez réduits depuis 2011. Globalement, ceux liés à l'inflation ont prédominé, car elle recule de façon marquée depuis fin 2011. Dans la modélisation, cela soutient légèrement le taux d'épargne.

1- Contributions à l'évolution annuelle de la consommation des ménages



* IRP: Impôt sur le Revenu et le Patrimoine

Source : Insee

Un fort lissage du choc de revenu en 2012...

Mais ces contributions à la hausse du taux d'épargne en 2012 ont été plus que compensées par les mécanismes de lissage de la baisse du pouvoir d'achat. En particulier, les hausses d'impôts sur le revenu et le patrimoine (IRP) votées en lois de finances sous la présente et la précédente législatures ont pesé fortement sur le pouvoir d'achat des ménages (-0,8 point, cf. graphique 3), mais ceux-ci n'ont pas répercuté ces chocs en totalité sur leurs dépenses (-0,2 point) : pour lisser leur consommation, ils ont réduit leur épargne. L'effet lié aux mesures nouvelles en impôts sur le revenu et le patrimoine est ainsi estimé à 0,5 point à la baisse sur le taux d'épargne des ménages. De même, hors hausses d'impôts, les revenus des ménages ont marqué le pas en 2012 (-0,1 % après +0,9 %). Ceci a contribué à freiner les dépenses de consommation, mais a également conduit à des comportements de lissage, contribuant pour 0,5 point de baisse du taux d'épargne en 2012.

... qui s'estomperait en 2013

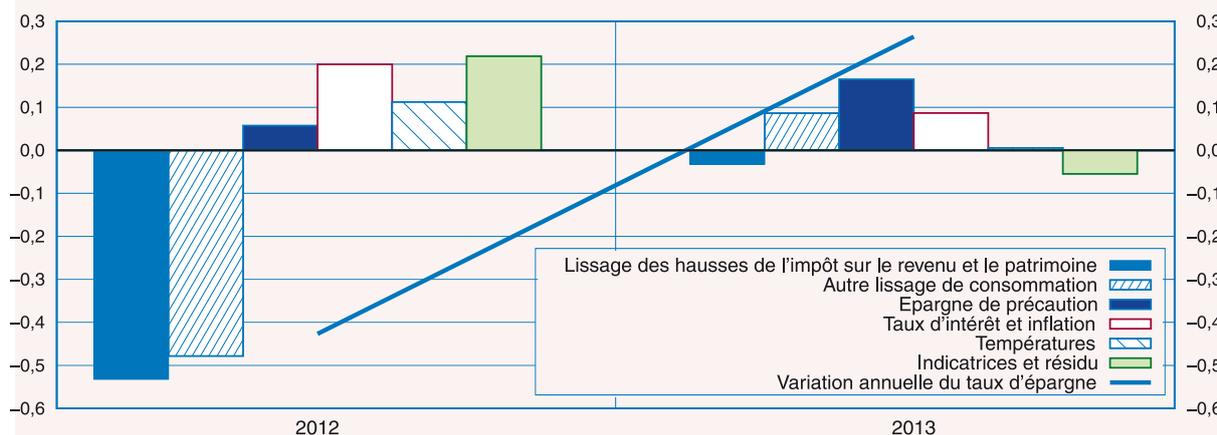
Mais, la consommation s'ajuste aux revenus et les effets du lissage s'éteignent progressivement. C'est ce qui se produirait en 2013. Ainsi, l'ensemble des mesures nouvelles en impôts sur le revenu et le patrimoine pèserait sur la

consommation à hauteur de -0,5 point en 2013, contre seulement -0,2 point en 2012. Le lissage des hausses d'impôts 2013 serait compensé par l'effet sur la consommation en 2013 des hausses d'impôts en 2012 et 2011, si bien que leur effet net sur le taux d'épargne serait négligeable en 2013. En outre, le pouvoir d'achat hors mesures nouvelles se redresserait nettement en 2013 (+0,7 % après -0,1 %), si bien que les effets de lissage s'estomperaient.

Ainsi, contrairement à 2012, les effets de précaution prédomineraient, ce qui expliquerait la hausse du taux d'épargne en 2013.

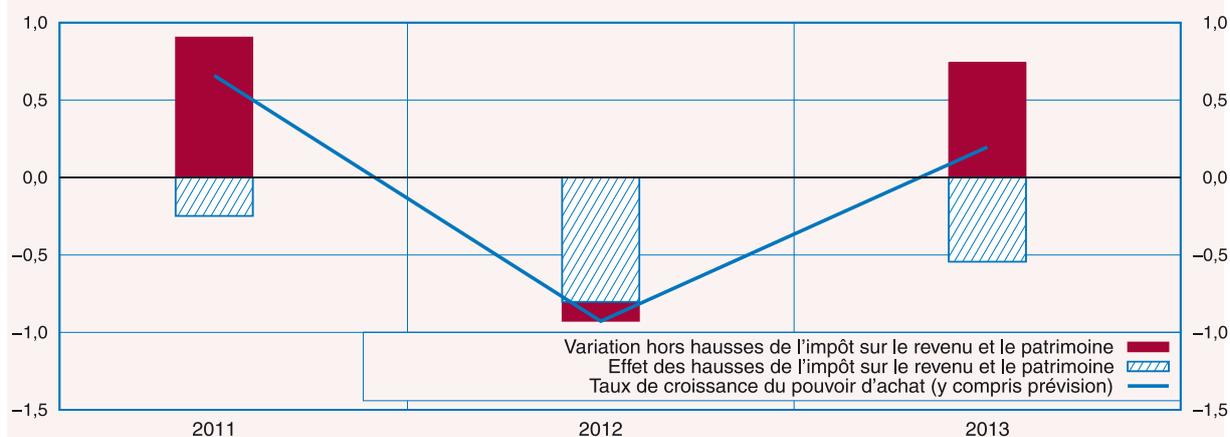
Deux aléas pèsent sur cette prévision, qui semblent s'équilibrer. D'une part, il n'est pas tenu compte dans cette modélisation du ciblage des augmentations de prélèvements sur les ménages les plus aisés, lequel tend *a priori* à réduire leurs effets de court terme sur la consommation. D'autre part, les indicateurs retenus pour l'épargne de précaution sont partiels, et par le passé, celle-ci a pu augmenter davantage que prévu (par exemple en 2008). L'incertitude actuelle sur les perspectives d'activité et de pouvoir d'achat, pour les prochaines années, pourrait conduire à une augmentation supplémentaire de l'épargne de précaution. ■

2- Contributions à la variation du taux d'épargne annuel



Source : Insee

3- L'impact estimé des mesures nouvelles de hausses d'impôts sur le revenu et le patrimoine (IRP) depuis 2011 sur le taux de croissance annuel du pouvoir d'achat du revenu disponible brut



Source : Insee

Résultats des entreprises

En 2012, le taux de marge des sociétés non financières s'est de nouveau replié : mesuré au coût des facteurs, il a atteint 29,5 % sur l'année après 30,2 % en 2011. Fin 2012, il s'est établi à 29,1 %.

En 2013, le taux de marge se redresserait légèrement au deuxième trimestre puis il se stabiliserait à 29,4 % au second semestre. En moyenne sur l'année, il baisserait quelque peu de 29,5 % à 29,4 % : malgré des termes de l'échange plus favorables, la légère progression des rémunérations réelles pèserait sur les marges.

Fin 2012, le taux de marge s'est de nouveau replié

Le taux de marge des sociétés non financières a baissé quasi continûment entre mi-2010 et fin 2012 : mesuré au coût des facteurs, il a atteint 29,1 % au quatrième trimestre 2012 contre 31,1 % au troisième trimestre 2010 (cf. graphique 1). En 2012, après s'être stabilisé jusqu'au troisième trimestre, le recul de l'activité et de la productivité ont entraîné un nouveau repli du taux de marge au quatrième trimestre 2012, à 29,1 % : c'est le plus bas niveau atteint depuis le quatrième trimestre 1985. Au total, en moyenne sur l'année 2012, le taux de marge des sociétés non financières a baissé, atteignant 29,5 % sur l'année après 30,2 % en 2011. Cette baisse s'explique par la dégradation des termes de l'échange en 2012. En revanche, les salaires réels ont été quasi stables tandis que la productivité a légèrement progressé.

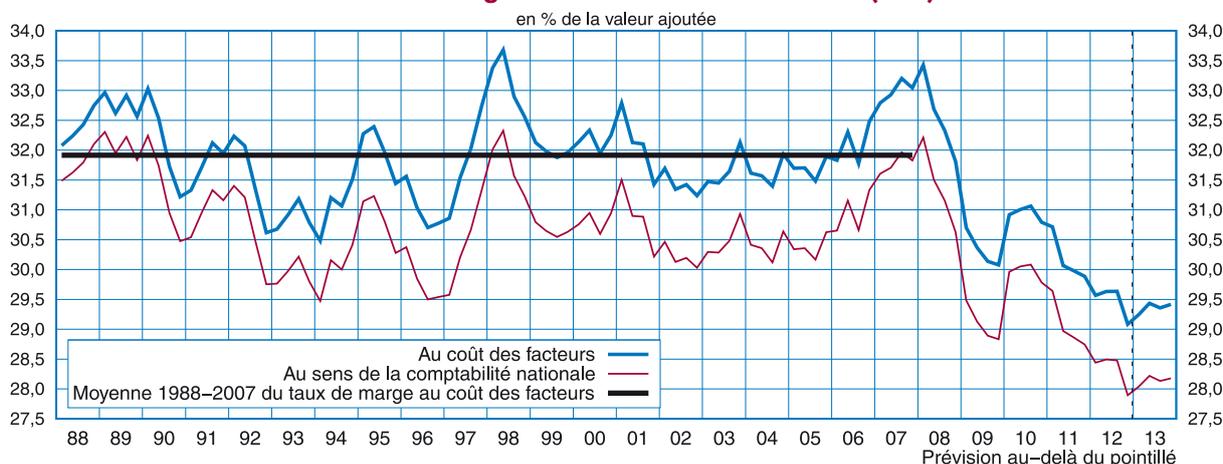
Le taux de marge se stabiliserait en 2013

Au premier semestre 2013, le taux de marge se redresserait (29,4 % au deuxième trimestre 2013). Avec le recul des prix des importations notamment énergétiques, les termes de l'échange (cf. graphique 2) ont contribué favorablement au premier trimestre 2013 (+0,2 point) et contribueraient encore positivement au deuxième trimestre (+0,1 point). À l'inverse, les évolutions relatives de la productivité et des salaires seraient neutres sur les marges. Au premier trimestre 2013, l'emploi a résisté au regard du recul de l'activité. Au deuxième trimestre, avec le net ralentissement des prix à la consommation, les salaires réels accéléreraient.

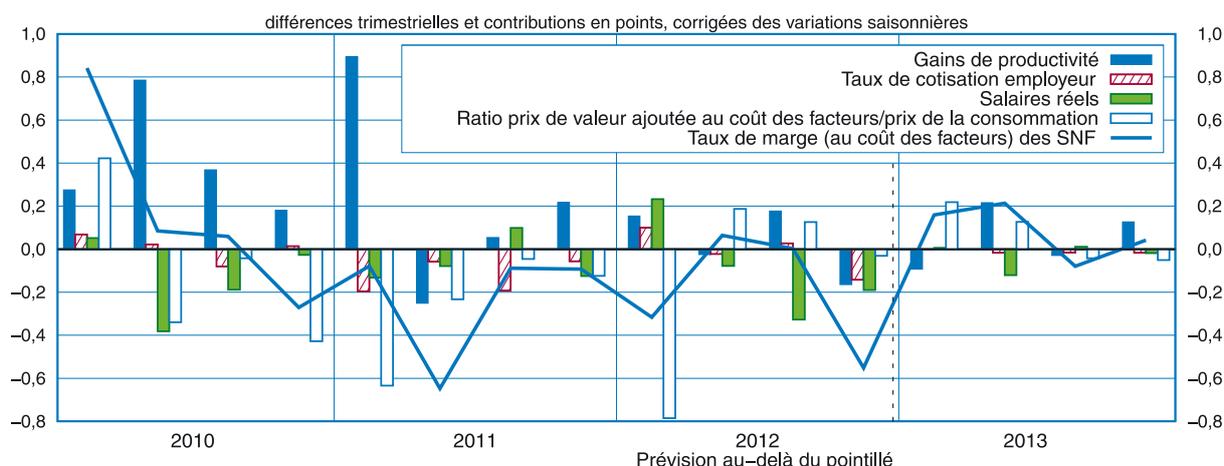
Au second semestre 2013, le taux de marge serait stable (29,4 % au quatrième trimestre 2013). En effet, la productivité (contribution de +0,1 point) se redresserait quelque peu à la faveur d'une légère reprise de l'activité. Elle augmenterait plus vite que les salaires (contribution nulle). Le prix du pétrole se stabiliserait et les termes de l'échange ne contribueraient plus (cf. tableau).

En moyenne sur l'année 2013, le taux de marge baisserait de nouveau, atteignant 29,4 % après 29,5 % en 2012. Ce niveau, le plus bas niveau depuis 1985, serait 2,5 points en dessous de sa moyenne sur la période 1988-2007. ■

1 - Taux de marge des sociétés non financières (SNF)



2 - Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs des sociétés non financières (SNF)



Décomposition du taux de marge des sociétés non financières (SNF)

en % et en points

	2011				2012				2013				2011	2012	2013
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Taux de marge (en niveau)¹	29,6	29,0	28,9	28,7	28,4	28,5	28,5	27,9	28,0	28,2	28,2	28,2	29,1	28,3	28,2
Variation du taux de marge	-0,1	-0,7	-0,1	-0,1	-0,3	0,1	0,0	-0,6	0,1	0,2	-0,1	0,0	-0,9	-0,7	-0,2
Taux de marge au coût des facteurs (en niveau)²	30,7	30,1	30,0	29,9	29,6	29,6	29,1	29,2	29,5	29,4	29,4	30,2	29,5	29,4	
Variation du taux de marge au coût des facteurs	-0,1	-0,6	-0,1	-0,1	-0,3	0,1	0,0	-0,6	0,2	0,2	-0,1	0,0	-0,8	-0,7	-0,1
Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs															
des gains de productivité	0,9	-0,3	0,1	0,2	0,2	0,0	0,2	-0,2	-0,1	0,2	0,0	0,1	1,3	0,3	0,0
du salaire par tête réel	-0,1	-0,1	0,1	-0,1	0,2	-0,1	-0,3	-0,2	0,0	-0,1	0,0	0,0	-0,4	-0,1	-0,4
du taux de cotisation employeur	-0,2	-0,1	-0,2	-0,1	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,4	-0,1	-0,1
du ratio du prix de la valeur ajoutée et du prix de la consommation	-0,5	-0,1	0,0	-0,1	-0,8	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	-0,9	-0,6	0,5
d'autres facteurs	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,4	-0,2	-0,2

Prévision

(1) Le taux de marge TM mesure la part de la valeur ajoutée qui rémunère le capital. Sa variation se décompose de façon comptable entre :
 - les évolutions de la productivité (Y/L), avec Y la valeur ajoutée et l'emploi, et du ratio du prix de la valeur ajoutée au prix de la consommation, ou termes de l'échange (Pva/Pc), qui jouent positivement ;
 - les évolutions du salaire moyen par tête réel (SMPT/Pc) et du taux de cotisation employeur (W/SMPT, où W représente l'ensemble des rémunérations), qui jouent négativement.
 - d'autres facteurs : il s'agit d'un ratio du prix de la valeur ajoutée au coût des facteurs par rapport au prix de la valeur ajoutée au sens de la comptabilité nationale.

Cette décomposition est synthétisée dans l'équation suivante (cf. dossier de la Note de conjoncture de juin 2003) :

$$TM = \frac{EBE}{VA} \approx 1 - \frac{W \cdot L}{Y \cdot P_{va}} = 1 - \frac{L}{Y} \cdot \frac{W}{SMPT} \cdot \frac{P_c}{P_{va}}$$

(2) La valeur ajoutée au coût des facteurs s'obtient à partir de la valeur ajoutée brute en lui retirant les impôts sur la production nets des subventions d'exploitation. Le taux de marge (part de l'EBE dans la valeur ajoutée) au coût des facteurs est supérieur d'environ 1 % au taux de marge au sens de la comptabilité nationale. Dans la décomposition du TM ci-dessus, seuls les termes VA et Pva sont affectés par cette distinction.

Source : Insee

Investissement des entreprises et stocks

L'investissement des entreprises s'est nettement contracté au premier trimestre 2013 (-0,8 %). Les dépenses des entreprises en services ont résisté mais celles en produits manufacturés (-1,5 %) et en construction (-0,7 %) ont fortement reculé. La baisse de l'investissement se poursuivrait à l'horizon de la prévision. L'environnement demeure en effet peu porteur : l'appareil productif est peu sollicité, les perspectives de demande resteraient peu favorables d'ici la fin de l'année et le taux de marge des entreprises a nettement baissé depuis quatre ans. Sur l'ensemble de l'année 2013, la baisse des dépenses d'investissement des entreprises serait légèrement plus forte qu'en 2012 (-2,4 % après -1,9 % en 2012).

Au premier trimestre 2013, la contribution de la variation des stocks à la croissance du PIB a été légèrement positive (+0,1 point après -0,3 point au quatrième trimestre 2012). Elle le serait de nouveau au deuxième trimestre 2013 (+0,1 point), avant de s'annuler au second semestre 2013.

Au premier trimestre 2013, l'investissement des entreprises s'est nettement replié

L'investissement des entreprises non financières (ENF) a baissé de 0,8 % au premier trimestre 2013 (cf. tableau 1), pour le cinquième trimestre consécutif. Les ENF ont ainsi nettement réduit leur investissement en produits manufacturés (-1,5 % après -2,0 % au quatrième trimestre 2012). Les dépenses en biens d'équipement ont peu reculé (-0,3 % après -0,2 %), mais les achats de matériels

de transport ont chuté (-3,6 % après -4,1 %) tout comme ceux d'autres produits industriels (-1,1 % après -2,1 %).

La baisse des dépenses en construction, ininterrompue depuis fin 2011, s'est poursuivie (-0,7 % après -1,0 %). Les dépenses en travaux publics ont notamment été pénalisées par les intempéries au premier trimestre. Les dépenses en services ont ralenti (+0,1 % après +1,5 %). Au total, le taux d'investissement s'est légèrement replié, à 17,7 % au premier trimestre 2013 (cf. graphique 1).

La baisse de l'investissement s'atténuerait à l'horizon de la prévision

L'investissement continuerait de reculer à l'horizon de la prévision, comme le suggèrent les enquêtes de conjoncture. Interrogés en avril, les industriels indiquent anticiper une baisse de 4 % de leurs investissements en 2013 et, dans les services, le jugement des chefs d'entreprises sur leurs investissements à venir se dégrade en mai. De fait, les tensions sur l'appareil productif restent faibles. En avril, le taux d'utilisation des capacités productives de l'industrie manufacturière s'est établi à 81 %, nettement au-dessous de sa moyenne de longue période (cf. graphique 2). S'agissant des variables financières, le constat est moins net. Certes le taux de marge resterait à des niveaux très faibles, mais c'est également le cas des taux d'intérêt réels, et l'atonie du crédit semble surtout provenir de la faiblesse de la demande d'après les données disponibles (cf. graphique 3). La baisse de l'investissement des ENF serait limitée

Tableau 1

Investissement des entreprises non financières (ENF)

variations aux prix chaînés de l'année précédente, en %

	Variations trimestrielles												Variations annuelles		
	2011				2012				2013				2011	2012	2013
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Produits manufacturés (43 %)	3,1	-0,9	-1,2	3,6	-3,9	-0,9	-0,7	-2,0	-1,5	-0,5	-1,0	-0,5	7,0	-3,7	-4,5
Construction (28 %)	1,0	0,1	0,1	-0,1	-1,4	-0,3	-0,6	-1,0	-0,7	0,1	-0,7	0,2	-0,2	-2,2	-2,0
Autres (29 %)	0,3	-2,0	-1,0	1,1	1,0	1,2	-1,6	1,5	0,1	-0,7	0,1	0,1	1,1	1,2	0,2
Ensemble des ENF (100 %)	1,7	-0,9	-0,7	1,8	-1,8	-0,2	-0,9	-0,7	-0,8	-0,4	-0,6	-0,1	3,1	-1,9	-2,4

Prévision
Source : Insee

au deuxième trimestre 2013 (-0,4 %) par le rattrapage dans les travaux publics des retards dus aux intempéries du premier trimestre. Elle s'accroîtrait au troisième trimestre (-0,6 %) avant une stabilisation au quatrième trimestre 2013 annoncée notamment par l'amélioration début 2013 des mises en chantier de bâtiments. Le taux d'investissement, en baisse quasi ininterrompue depuis début 2011, atteindrait 17,5 % fin 2013.

Recul des dépenses en produits manufacturés

Malgré la légère reprise de l'activité, l'investissement des ENF en produits manufacturés continuerait de baisser, quoiqu'à un rythme plus faible : il baisserait au deuxième trimestre (-0,5 %) puis de nouveau au second semestre (-1,0 % puis -0,5 %). Les achats d'automobiles continueraient de se dégrader au deuxième trimestre, comme le suggère le bas niveau des immatriculations des véhicules d'entreprises en mai. La baisse des dépenses en biens d'équipement, qui représentent près de 40 % des investissements en produits manufacturés, se poursuivrait : en mai, les grossistes interrogés dans les enquêtes de conjoncture signalent que les ventes et les intentions de commandes en biens d'équipement se dégradent. Au second semestre 2013, la faiblesse de l'activité générerait une nouvelle baisse de l'investissement en produits manufacturés.

À-coups sur l'investissement en construction

Dans le secteur du bâtiment, les entrepreneurs interrogés en mai font part d'une dégradation de leur activité récente et n'envisagent pas d'amélioration pour les prochains mois. Toutefois, le redressement des mises en chantier début 2013 laisse attendre une stabilisation de l'investissement en bâtiment en fin d'année. Au deuxième trimestre 2013, la baisse de l'investissement en bâtiment

serait compensée par le rattrapage des travaux publics, ajournés du fait des intempéries du premier trimestre. Ainsi, l'investissement en construction se stabiliserait au deuxième trimestre. Il baisserait à nouveau au troisième trimestre (-0,7 %) avant de se redresser au quatrième trimestre (+0,2 %).

Les investissements en services fléchiraient au deuxième trimestre

Les autres investissements, essentiellement en services informatiques et en activités spécialisées, scientifiques et techniques, baisseraient de 0,7 % au deuxième trimestre 2013. Interrogés en mai, les chefs d'entreprises de ces secteurs font en effet part d'une activité morose sur les mois passés et de perspectives encore faibles. Ces investissements, qui sont généralement plus dynamiques que la moyenne, se stabiliseraient au second semestre (+0,1 % par trimestre).

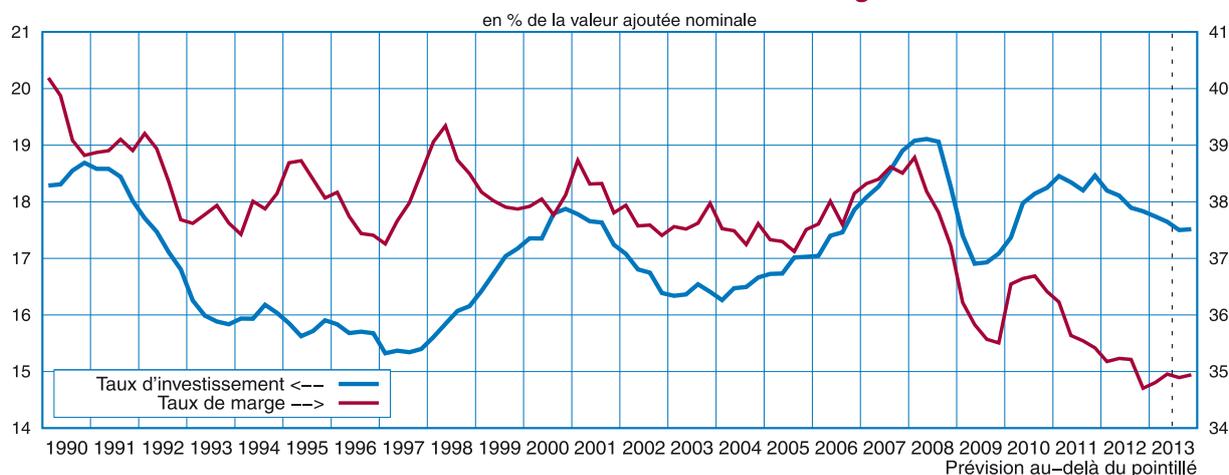
En moyenne sur 2013, une baisse équivalente à celle de 2012

Sur l'année 2013, les dépenses d'investissement des ENF se replieraient de 2,4 % (après -1,9 % en 2012). À la forte baisse des dépenses de produits manufacturés (-4,5 %), s'ajouterait celle des dépenses en construction (-2,0 %). Les autres dépenses d'investissement augmenteraient légèrement (+0,2 %).

Les variations de stocks ont légèrement contribué à la croissance au premier trimestre 2013

Au premier trimestre 2013, la variation des stocks a légèrement contribué à la croissance du PIB (+0,1 point, après -0,3 point le trimestre précédent, cf. *tableau 2*). Le moindre déstockage de produits manufacturés (+0,4 point), a été en partie compensé par le déstockage dans la branche énergie, eau, déchets (-0,2 point).

1 - Taux d'investissement* et taux de marge



* Entreprises non financières (ENF) = sociétés non financières (SNF) et entreprises individuelles (EI)

Sources : Insee, comptes trimestriels

Conjoncture française

La forte hausse de la production dans la branche cokéfaction et raffinage a conduit à un déstockage de produits pétroliers bruts (comptabilisés dans la branche énergie, eau, déchets) et à un stockage de produits raffinés (comptabilisés dans les produits manufacturés). Par ailleurs, si le rythme de déstockage de matériels de transport s'est encore légèrement accentué, il a été moindre dans les biens d'équipement et les autres branches industrielles.

Baisse du déstockage de produits manufacturés au deuxième trimestre 2013

En mai 2013, les industriels interrogés dans l'enquête mensuelle de conjoncture considèrent leurs stocks inférieurs à la normale. La contribution totale des stocks à la croissance serait ainsi positive au deuxième trimestre (+0,1 point). La contribution des stocks à la croissance serait de nouveau nulle aux troisième et quatrième trimestres 2013. ■

Tableau 2

Contribution des variations de stocks à la croissance en point de PIB

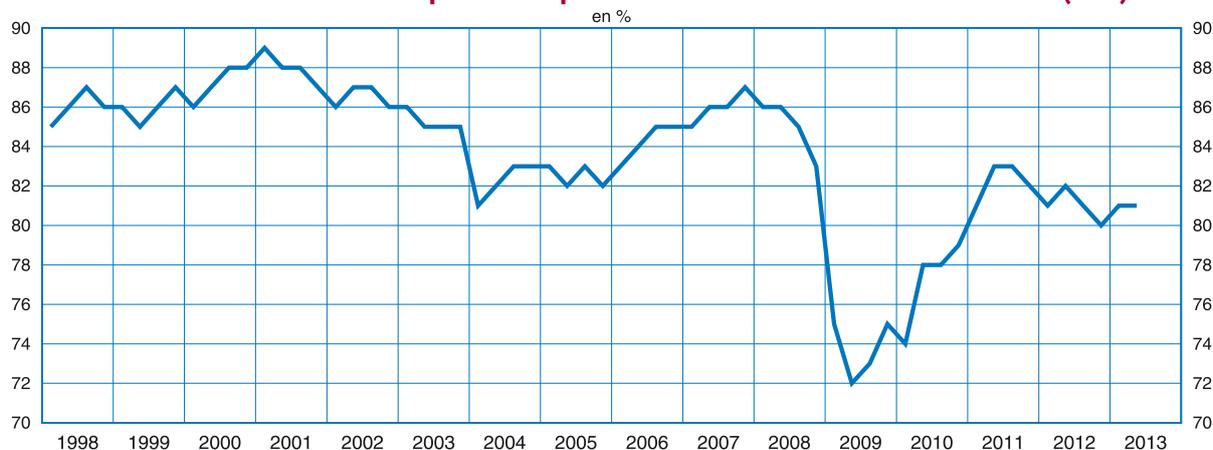
	Évolutions trimestrielles												Évolutions annuelles		
	2011				2012				2013				2011	2012	2013
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Produits agricoles	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Produits manufacturés	1,1	-0,1	-0,2	-0,8	-0,1	0,1	-0,2	-0,3	0,4	0,1	0,0	0,0	0,9	-1,0	0,1
<i>dont :</i>															
Produits agroalimentaires	0,2	0,1	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,2	-0,1						
Cokéfaction et raffinage	0,1	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	-0,3	0,3						
Biens d'équipement	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,1						
Matériel de transport	0,4	-0,1	0,1	-0,4	0,1	0,0	-0,3	-0,1	-0,1						
Autres branches industrielles	0,4	-0,1	-0,2	-0,4	0,0	0,0	0,1	-0,2	0,1						
Énergie, eau, déchets	0,3	-0,3	0,1	-0,1	0,2	-0,3	0,1	0,1	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	-0,1
Autres (construction, services)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL¹	1,4	-0,3	0,0	-0,9	0,2	-0,2	0,0	-0,3	0,1	0,1	0,0	0,0	1,1	-0,8	0,0

Prévision

(1) Les variations de stocks sont y compris les acquisitions nettes d'objets de valeur.

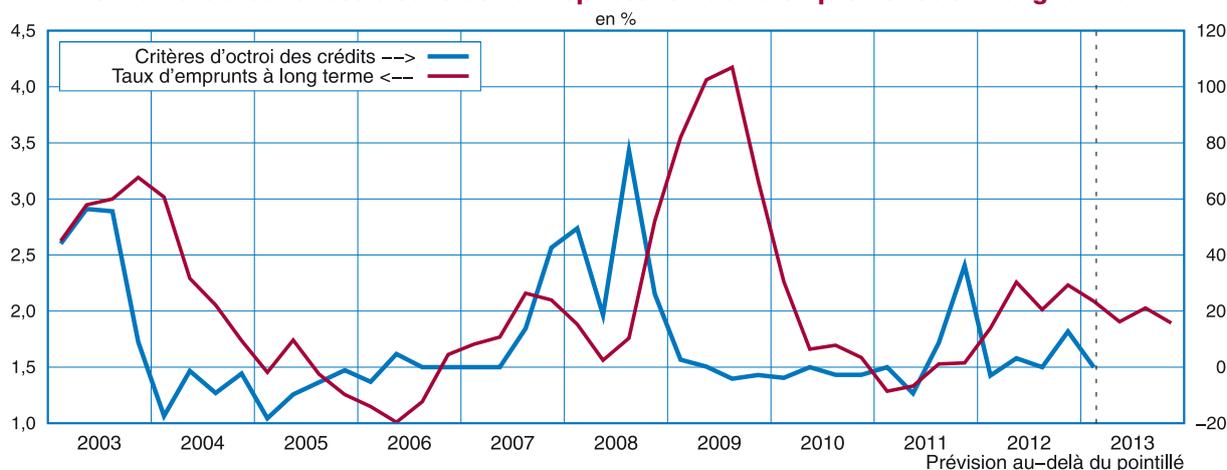
Source : Insee

2 - Taux d'utilisation des capacités de production de l'industrie manufacturière (TUC)



Source : Insee, enquête trimestrielle sur l'activité dans l'industrie

3 - Critère d'octroi des crédits aux entreprises¹ et taux d'emprunts réels à long terme²



(1) Les critères d'octroi des crédits : solde net des réponses pondérées = durcissement – assouplissement.

(2) Le taux réel désigne ici le taux d'intérêt des crédits nouveaux aux entreprises non financières dont le taux est soit révisable selon une périodicité supérieure à l'année, soit à taux fixe d'une durée initiale supérieure à 1 an. Ce taux est déflaté par l'indice des prix à la production de l'ensemble des biens et services.

Sources : Insee, comptes trimestriels et Banque de France